

Frappes américaines en Iran : « Par le passé, l'usage de la force au nom de la contre-prolifération nucléaire s'est avéré contre-productif »

Alors que l'efficacité des frappes américaines en Iran est âprement discutée, le politiste Benoît Pelopidas revient, dans une tribune au « Monde », sur quelques idées reçues et réflexes de pensée qui nuisent à la réflexion sur le nucléaire militaire et à l'évaluation de ce type d'actions.

Quelques jours après les frappes américaines et israéliennes sur les sites de Fordo, Natanz et Ispahan en Iran, que peut-on savoir des effets et de l'efficacité de ce type d'action ? Pour y voir plus clair, nous nous proposons de faire deux rappels et trois correctifs à la lumière des résultats de la recherche indépendante sur le nucléaire militaire.

Un rappel d'abord. Au Moyen-Orient, Israël dispose d'un arsenal nucléaire depuis 1967 mais, à ce jour, l'Iran n'en dispose pas. Ce rappel est important parce que le cadrage officiel, expert, et médiatique de la question nucléaire en termes de « prolifération » introduit une confusion. En France, on trouve des discours sur l'imminence d'une bombe iranienne depuis au moins 2006.

Un sondage (Nuclear Knowledges/IFOP) sur un échantillon représentatif de la population française en octobre 2019, répliqué en octobre 2024, montre que plus de 40 % des sondés croient à tort l'Iran en possession d'armes nucléaires (42 % en 2024) et seuls 40 % des sondés identifient Israël comme possédant des armes nucléaires parmi une liste de pays que nous leur proposons (43 % en 2024).

Une violation du droit international

Ensuite, l'usage de la force au nom de la contre-prolifération n'est pas une nouveauté, même si elle constitue une violation du droit international. Les Etats-Unis envisageaient déjà de telles actions contre le programme soviétique à la fin des années 1940. Trois Etats s'y sont livrés – les Etats-Unis, Israël et le Royaume-Uni – et le Moyen-Orient en a été la cible prioritaire, en Irak (en 1991, 1993, 1998 et 2003), Syrie (2007) et Iran notamment sous la forme d'assassinats de savants atomistes depuis les années 2010. L'assassinat de savants, il faut le rappeler, n'est pas non plus une nouveauté : en 1980, Yahia El-Meshad, en charge du programme nucléaire irakien, était assassiné à Paris.

Premier correctif : les Etats-Unis sont communément présentés comme des acteurs majeurs de la non-prolifération, mais la recherche indépendante a montré qu'ils sont de loin le plus grand agent « proliférant » de l'âge nucléaire. Non seulement ont-ils développé les armes nucléaires en premier, produit plus de 30 000 ogives, mais ils ont aussi aidé le plus grand nombre d'autres Etats à développer des programmes d'armement nucléaire (le Royaume-Uni, la France, le Pakistan, l'Inde, l'Afrique du Sud et Israël).

Plus largement, aucun Etat doté de l'arme atomique n'est parvenu à ce stade sans l'aide d'au moins un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, et aucun de ces

membres permanents n'a strictement respecté son obligation de non-prolifération. Ces Etats, de fait, contribuent en permanence à la désirabilité de ces systèmes d'armes en répétant qu'ils sont des garanties nécessaires et irremplaçables de sécurité et de souveraineté.

Données invérifiables

Deuxième correctif : la conversation publique est biaisée en faveur de la nécessité et du succès des frappes israéliennes et américaines. Il y a plusieurs raisons à cela. A quelques exceptions près, les données disponibles sont essentiellement les éléments de langage des officiels américains ou israéliens, ainsi que de leurs services de renseignement respectifs – données invérifiables et qui, en affirmant le succès de l'opération, servent les intérêts des dirigeants qui ont ordonné ces frappes.

Les images satellitaires disponibles ne permettent pas, à ce stade, d'estimer l'impact réel des frappes. A cela s'ajoutent deux éléments qui renforcent ce biais : la peur de la bombe iranienne qui invite à vouloir que les frappes aient écarté cette possibilité, et la crainte d'apparaître comme un apologiste d'un régime dont la violence envers son peuple a été maintes fois établie.

Troisième correctif : par le passé, l'usage de la force au nom de la contre-prolifération s'est avéré contre-productif. Le bombardement par l'armée israélienne du réacteur irakien Osirak en mai 1981, longtemps présenté comme un succès, a en fait redoublé la détermination de Saddam Hussein (1937-2006) à développer un programme d'armement nucléaire, auquel il a dès lors attribué des moyens considérablement plus importants.

La croyance, tenace, dans la capacité du bombardement à mettre un terme à un programme nucléaire se heurte au démenti du réel. D'une part, des images satellitaires montrent la présence de 16 camions autour du site de Fordo 48 heures avant les frappes, suggérant que de l'uranium hautement enrichi a pu être déplacé et donc échapper à la destruction. D'autre part, la capacité de destruction des explosifs utilisés et leur nombre suggèrent une leçon simple : la prochaine fois, il faudra creuser plus profond.

Cercle vicieux

Interpréter cette opération comme un succès de la non-prolifération sans preuves solides présente enfin des effets pervers dangereux. Cela revient ainsi à prendre pour acquis que l'Iran était sur le point d'acquérir des armes nucléaires, ce que rien ne confirme. De plus, si l'on accepte que la force est nécessaire et efficace comme instrument de contre-prolifération, justifier toujours davantage d'usage de la force devient dangereusement facile. Cette facilité tient notamment au fait que le soupçon de prolifération est irréfutable.

A supposer que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ait accès aux sites, a-t-elle connaissance de toutes les installations ? Les prélèvements effectués par les inspecteurs sont-ils révélateurs ? Le décalage inévitable entre les matières fissiles qui entrent et sortent des centrifugeuses révèle-t-il un détournement à des fins militaires ? Il sera toujours possible d'interpréter les incertitudes irréductibles en faveur du soupçon de prolifération.

La spirale est en place. Ces frappes et menaces vont rendre la reprise des vérifications par l'AIEA quasi impossible, alimentant le soupçon et les appels à davantage de frappes, qui à leur tour donneront des arguments aux factions pro-bombe en Iran et possiblement ailleurs. Il

est urgent de briser ce cercle vicieux, en évaluant les effets de cette opération de manière indépendante, en se souvenant que les factions favorables aux armes nucléaires ne gagnent pas toujours les batailles pour les ressources et en mettant en place des politiques crédibles face aux vulnérabilités nucléaires.

Benoît Pelopidas est professeur des universités en science politique à Sciences Po, auteur de « Repenser les choix nucléaires » (Presses de Sciences Po, 2022) et fondateur du programme d'études des savoirs nucléaires, qui refuse tout financement porteur de conflit d'intérêts.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)